



Document de travail
Actualisé au 19 septembre 2006

LES BUSHMEN NE SONT PAS ÉTERNELS

Botswana : les diamants de la Réserve du Kalahari et l'expulsion des Bushmen

RAPPEL DES FAITS

Contexte	page 2
De Beers et Debswana	page 2
Chronologie des événements	page 3
L'importance des gisements	page 4
L'accroissement des explorations de gisements depuis l'expulsion des Bushmen	page 4

LE BOTSWANA, DE BEERS ET SURVIVAL

Ceux pour qui les diamants ne sont pas la cause	page 5
Ceux pour qui les diamants sont la cause	page 5
Déclarations du gouvernement du Botswana	page 8
Réunion Survival International – De Beers	page 9
La réaction de De Beers à la campagne de Survival	page 9

CONCLUSION	page 10
------------	---------

ANNEXES

Le cas Richtersveld	page 11
Déclarations de Bushmen	page 12

RAPPEL DES FAITS

Contexte

Des milliers de Bushmen *gana*, *gwi* et *bakgalagadi* ont, depuis trois ans, été expulsés de leur territoire ancestral situé dans la Réserve de gibier du Kalahari central (CKGR) au Botswana. Il s'agit d'une grave violation de leurs droits fondamentaux au mépris de la législation internationale en vigueur. Si cette terre ne leur est pas restituée, les Bushmen ne pourront pas survivre en tant que peuple.

Le gouvernement prétend obstinément que ces déplacements sont volontaires en s'appuyant sur des arguments fallacieux.

Des gisements de diamants ont été découverts sur le territoire de la communauté bushman *Gope* (se prononce *hop-ey*), où l'on a effectué des forages exploratoires et installé un camp de base. D'autres gisements ont été découverts après forages à proximité de plusieurs autres communautés bushmen. Il n'y a pas encore de mine en activité dans la CKGR mais le nombre de concessions d'exploration accordées par le gouvernement dans la CKGR s'est considérablement accru depuis l'expulsion des Bushmen.

De Beers et Debswana

Les mines de diamants du Botswana sont contrôlées par la compagnie Debswana (De Beers Botswana), détenue à parts égales par le gouvernement et de la société De Beers. Les trois principales mines de diamants du Botswana, Orapa, Jwaneng et Letlhakane, qui ont permis au pays de devenir le plus gros producteur de gemmes dans le monde, finiront inévitablement par s'épuiser.

La plupart des dirigeants de Debswana appartiennent à l'élite politique botswanaise. Par exemple, le vice-président de Debswana, A.R. Tombale, est également le secrétaire permanent du ministère des Affaires minières, de l'Energie et de l'Eau. Eric Morale, est le secrétaire permanent du président du Botswana et Serwalo Tumelo le secrétaire permanent du ministère des Finances et du Développement. Selon les porte-parole de l'industrie diamantifère, ces relations sont un modèle d'"interdépendance" et de "bénéfice mutuel"¹. Plus simplement, le président du Botswana a déclaré : *'Notre partenariat avec De Beers peut être comparé à un mariage. Je me demande parfois même s'il ne vaudrait pas mieux encore parler de frères siamois'*².

De Beers n'est pas une compagnie transparente, seul un nombre restreint de personnes-clé connaissent le potentiel minier exact de la CKGR. Les informations précises à ce sujet ne sont communiquées à quiconque, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Botswana. Comme le rapporte le *Financial Times* : *'L'anonymat est souverain dans l'industrie du diamant. Le secret confine à la paranoïa ... Contrats et codes écrits y sont pratiquement ignorés.'*³ Commentant ses projets d'exploration minière dans les environs de la mine Orapa détenue par Debswana, la compagnie African Diamonds a déclaré "une étude géophysique du sol laisse penser que certaines kimberlites sont plus importantes que ne l'affirme De Beers"⁴.

De Beers maintient très haut le prix des gemmes en restreignant leur approvisionnement. Ce qui peut expliquer que la compagnie n'ait pas l'intention d'exploiter les mines de la CKGR dans l'immédiat ou même dans un proche avenir. Tant que ses autres mines ne seront pas taries, conserver les gemmes dans le sol, hors d'atteinte de compagnies concurrentes, pourrait s'avérer nettement plus profitable pour De Beers et le gouvernement que les extraire maintenant. Aujourd'hui, 20 % environ des diamants du Botswana sont stockés et gelés pour restreindre le marché, il y a donc de bonnes raisons pour ne pas exploiter les mines de la réserve maintenant (les conserver dans le sol est moins coûteux et plus sûr que de les exploiter et les stocker).

¹ Tacy Diamond Intelligence Briefs, Chaim Even-Zohar, mai 2001.

² Adam Welz, "The Disposable", *Noseweek* (Afrique du Sud) mai-juin 2002.

³ "Hard edge to glittering rocks", Francesco Guerrera, *Financial Times*, 8 novembre 2002.

⁴ *Mmegi* (Botswana), 19 septembre 2003.

Chronologie des événements

- Années 1980 Un gisement de diamants est découvert dans la CKGR. De Beers s'installe en partenariat avec la compagnie Falconbridge pour évaluer l'ampleur du gisement.
- 1986 Le ministre du Commerce et de l'Industrie annonce, le 12 octobre, la décision de déplacer les Bushmen mais aucune action n'est entreprise.
- 1996 Une évaluation formelle du potentiel minier est pratiquée.
- 1997 Coïncidence troublante, l'expulsion forcée des Bushmen débute en mai. Xade, une communauté bushman située à l'intérieur de la réserve, équipée d'une école, d'un hôpital, d'une piste d'atterrissage et d'une station de pompage d'eau, est entièrement déplacée.
- 1997 Autre coïncidence, moins de deux mois après l'expulsion de Xade, la compagnie minière Anglo American (qui détient des parts de De Beers) sous-traite avec la compagnie Nepal afin de 'faire parvenir du matériel d'exploration et de forage à Xade et vers d'autres destinations' dans la CKGR. Interrogée à son sujet, la compagnie Anglo-American '*nie avoir connaissance de telles activités dans la réserve*'⁵.
- 1999 Des camps d'exploration minière sont installés à quelques kilomètres de Molapo, l'une des plus importantes communautés bushmen de la CKGR⁶.
- 2002 De nouvelles expulsions ont lieu. La communauté de Molapo est totalement vidée. Des fonctionnaires gouvernementaux détruisent une station de pompage dans une autre communauté, interdisant chasse et cueillette et vident toutes les réserves d'eau. La totalité de la CKGR est explorée afin d'évaluer son potentiel en diamants et métaux précieux, avec comme perspective un futur empiètement du territoire par les activités minières, considérées 'hautement souhaitables'.
- 2003 En juin 2003, le préfet du district de Ghanzi déclare que '*des compagnies de prospection minières avaient découvert des gisements de diamants dans la région de Xade*'⁷. Cette déclaration semble faire référence au même gisement évoqué par l'organisation danoise IWGIA déclarant "*Anglo American s'est vu octroyer une concession d'exploration en 1997 dans les environs de Xade, dans l'ouest de la réserve où un gisement prometteur a été découvert à Xaxa*".

Les opérations de prospection de diamants et métaux précieux s'effectuent actuellement sur la presque totalité de la CKGR dans la perspective de la « prochaine occupation » de la CKGR pour y mener des activités minières à « haut rendement ».

⁵ *Sunday Independent*, Afrique du Sud, 31 août 1997.

⁶ "Seeking sustainable strategies : the politics of resource rights among the central Kalahari San", Robert Hitchcock

⁷ "Animals, not diamonds, caused Basarwa to be moved", *Botswana Gazette*, 18 juin 2003.

L'importance des gisements

La CKGR est située au cœur du plus important gisement de diamants du monde.

Le gisement de Gope est, selon des sources industrielles, particulièrement importantes. Barry Bailey, chargé de la prospection pour De Beers, la décrit en 1997 comme 'modérément grande'⁸ et Matthew Hart, rédacteur en chef d'un journal spécialisé dans le marché du diamant, la considère comme 'l'objectif le plus intéressant du Kalahari'⁹.

Il existe d'autres gisements connus, comme celui de Gope, dans le territoire bushman. Il y a par exemple des gisements 'significatifs' dans la région de Kukama (ou Gugama) où des forages exploratoires sont effectués¹⁰.

Au début de l'année 2002, De Beers déclare n'avoir aucun projet d'exploitation minière 'dans un futur proche'¹¹; plus récemment, De Beers qualifie le gisement de 'non rentable'¹². Cependant, à la fin de la même année, un porte-parole de De Beers déclare : 'Nous ne pouvons certifier que nous n'exploiterons jamais ce gisement'¹³. De Beers a déjà investi d'importantes sommes d'argent dans l'étude du site de Gope, notamment en employant un anthropologue, James Suzman, chargé d'étudier les droits territoriaux des communautés bushmen dans la CKGR¹⁴.

En 2000 De Beers avait obtenu une licence d'exploitation à Gope. Ce type de licence, dont la validité est de trois ans renouvelables, avait été mis en place par une loi votée la même année. Son but est 'd'autoriser une compagnie ayant achevé un programme d'exploration et confirmé la découverte d'un gisement, d'en détenir les droits dans l'éventualité des fluctuations du marché ou si d'autres conditions font qu'il ne peut être exploité dans l'immédiat'¹⁵. À la fin de l'année 2002, le porte-parole de De Beers déclara qu'*'il se pourrait que sa compagnie renouvelle sa licence'*¹⁶.

Il semblerait donc que De Beers ait véritablement l'intention d'exploiter le gisement de Gope, ainsi que d'autres.

L'accroissement des explorations depuis l'expulsion des Bushmen

Les cartes fournies par le Département d'études géologiques montrent un accroissement des concessions d'explorations depuis l'expulsion des Bushmen¹⁷. Beaucoup de ces concessions ont été obtenues par BHP Billiton, le plus grande compagnie d'exploitation minière au monde. Afin d'effectuer les explorations, il a établi une nouvelle société, Kalahari Diamonds, elle-même ayant fondé une filiale nommée Godi. L'unique citoyen botswanais membre du conseil de Gobi est Archie Mogwe, conseiller politique du président du Botswana et de l'ancien ministre des Ressources minérales. Kalahari Diamonds a été acquis en 2005 par la compagnie Petra Diamonds qui a depuis annoncé qu'elle se 'concentrait' au Botswana 'sur la région de Gope'.

La plupart des autres nouvelles concessions ont été obtenues par De Beers Prospecting Botswana (PTY) Ltd.

Une branche de la Banque mondiale, « The International Finance Corporation », a investi deux millions de dollars dans l'entreprise. La presse a indiqué que 'BHP Billiton a choisi un mécanisme complexe pour acquérir des concessions de diamants dans les réserves du Kalahari et de Khuste, terres traditionnelles des Bushmen, sans pour autant éviter le risque d'une collision frontale avec les défenseurs de la population locale'¹⁸.

⁸ "Forced march into oblivion", Fred Bridgland, *Sunday Telegraph*, novembre 1997.

⁹ "Diamonds", Matthew Hart, p. 71, Fourth Estate, 2002.

¹⁰ "2nd draft management plan for CKGR & Khutse Game Reserves", Dept of Wildlife & National Parks, p. 29, 1998.

¹¹ Courrier du PDG de De Beers, N. Oppenheimer, adressé à Survival, 15 mars 2002.

¹² Courrier du Consultant pour les affaires publiques de De Beers, F. De Villiers, adressé à Survival, 1^{er} juillet 2002.

¹³ Tracey Peterson, porte-parole de De Beers, citée par le site www.busrep.co.za le 20 novembre 2002.

¹⁴ Desktop investigation into the status of Bushmen in Botswana, Suzman & Pedder, Windhoek, 1998.

¹⁵ "Mining investment opportunities in Botswana", Supplément du *Mining Journal*, décembre 1999.

¹⁶ Tracey Peterson, porte-parole de De Beers, citée par le site www.busrep.co.za le 20 novembre 2002.

¹⁷ Ces cartes sont disponibles sur le site de Survival: http://survivalfrance.org/related_material.php?id=315

¹⁸ Africa Mining Intelligence, 15-28 janvier 2003.

LE BOTSWANA, DE BEERS ET SURVIVAL

Ceux pour qui les diamants ne sont pas la cause

Le gouvernement, comme De Beers, conteste que les diamants soient la cause de l'éviction des Bushmen.

En 2002, l'organisation botswanaise de défense des droits de l'homme, Ditshwanelo, a déclaré que rien ne prouvait que les diamants étaient la raison des expulsions. Cependant, on peut s'interroger sur le jugement de cette organisation. En 1996, par exemple, moins d'un an avant l'expulsion totale des Bushmen de la communauté de Xade, Ditshwanelo a déclaré qu'il était exagéré de parler de la préparation d'une 'opération massive de déplacement forcé'¹⁹.

Ceux pour qui les diamants sont la cause

Les ONG

Au cours des années où Survival a enquêté sur le terrain, nombreux étaient les Bushmen à soutenir que les diamants constituaient la cause principale de leur éviction.

En juillet 2002, les Bushmen ont informé Survival que le commissaire du district leur avait déclaré qu'ils étaient déplacés car *'si des diamants étaient découverts quelque part, les gens devraient être chassés.'*

En 1997, l'organisation danoise IWGIA publiait une étude montrant que *'de nombreux observateurs ne peuvent facilement écarter l'éventualité que la ferme détermination du gouvernement de lancer le programme de relocalisation ne soit pas finalement motivée par sa volonté d'établir « un fait accompli »²⁰ avant que les communautés Khwe (Bushman) et Bakgalagadi ne soient mieux organisées et tentent d'empêcher les activités commerciales et l'exploitation, par des étrangers, de leurs ressources naturelles, ou du moins à demander des compensations'²¹.*

Sur les véritables raisons des expulsions, l'anthropologue James Suzman écrivait en 2001 que *'l'exploitation minière et le tourisme ont sans aucun doute été déterminants'²².*

Les avocats

En 1997, des avocats sud-africains affirmèrent dans l'anonymat que *'les évictions forcées conduites par les autorités botswanaises n'avaient d'autre but que d'empêcher les Bushmen de revendiquer des droits sur le potentiel minier de la région'*. Ils dénoncèrent *'les manœuvres de De Beers et Anglo American pour se débarrasser des Bushmen en connivence avec le gouvernement'²³.*

Un avocat de défense des droits de l'homme (souhaitant garder l'anonymat) ayant traité de litiges relatifs à la terre pour les Bushmen, cité en 1998, affirmait sa 'conviction selon laquelle le potentiel diamantifère' était à l'origine de l'attitude intraitable du gouvernement par rapport aux déplacements²⁴.

Les médias

En 1999, le journal botswanais *Mmegi Business Week*, a rapporté que *'des observateurs politiques étaient convaincus de la connexion entre l'expulsion en 1997 de centaines de Basarwa [Bushman] et la récente montée en flèche de l'activité minière dans la réserve. Des critiques se sont élevées suggérant que le déplacement des Basarwa visait à les empêcher de revendiquer un droit sur les diamants'²⁵.*

En 2000, l'un des journaux les plus lus au Botswana, *The Midweek Sun*, dénonçait dans son éditorial : *'Il est amoral de mentir. C'est encore pire de le faire de manière aussi systématique... Voilà déjà plus de 10 ans que*

¹⁹ *Sunday Independent*, Afrique du Sud, 2 juin 1996.

²⁰ En français dans le texte

²¹ "Resettlement of Khwe communities continues", Christian Erni, IWGIA Indigenous Affairs, juillet - décembre 1997.

²² Courriel de James Suzman adressé à Survival le 19 juin 2001.

²³ *Sunday Independent*, Afrique du Sud, 31 août 1997.

²⁴ Cité sur le site du magazine *Out There* (www.outthere.co.za)

²⁵ "De Beers hunt for diamonds in game reserve", Caitlin Davies, *Mmegi Business Week*, 19-25 février 1999.

*le gouvernement prétend que les Basarwa ont été expulsés de la CKGR pour ouvrir la voie au tourisme alors qu'il sait bien que ce n'est pas la raison principale... Il est regrettable que des gens soient déplacés pour ouvrir la voie à l'exploitation minière. Jusqu'à présent, les diamants du Botswana ont heureusement servi une bonne cause. Mais sur le marché sensible du diamant, l'expulsion d'un peuple vulnérable pour laisser place à l'exploitation des diamants est quelque chose de très différent*²⁶.

Le magazine sud-africain *Noseweek* a publié, en mai 2002, un article prolix sur la situation. Tout en laissant ouverte la question de savoir si les déplacements forcés étaient dus ou non à la découverte de diamants, il n'en concluait pas moins : *'Si les Bushmen ne peuvent plus retourner sur leur terre, les diamants De Beers, déjà maculés du sang d'enfants de Sierra Leone, risquent maintenant d'être imprégnés de l'odeur de mort de l'une des plus anciennes cultures humaines.'*

Tout au long de l'année 2002, de nombreux journalistes internationaux ont enquêté sur le terrain et ont témoigné de la situation. John Simpson, reporter à la BBC, écrit : *'[Le président du Botswana] les force à quitter les terres que les autorités coloniales britanniques leur avaient accordées pour toujours. Les diamants, la malédiction de l'Afrique contemporaine, ont été découverts sur leurs territoires de chasse, et pour le président Mogae, cela vaut infiniment plus que les trésors d'une culture humaine datant au moins de 10 000 ans.'*

Dans un article publié en 2005, il déclara : *'J'étais plutôt enclin à ne pas croire que cela [les diamants] était la véritable cause mais j'ai aujourd'hui changé d'avis. C'est, d'une certaine façon, une trop grande coïncidence que tant de richesses gisent sous la terre de si peu de Bushmen'*²⁷.

En février 2002, le journal *Mmegi* rapportait : *'Ces arguments [affirmant que le but des expulsions est d'aider au développement des Bushmen] ont très peu de poids. En effet, il est clair aujourd'hui qu'aucune des intentions du gouvernement à ce sujet n'a été guidée par un souci humanitaire, confinant au contraire, au secret et à l'hypocrisie. Le motif réel à l'origine des déplacements forcés n'est désormais plus un secret : les richesses de la CKGR concernant les ressources naturelles, la vie sauvage et les diamants.'*

En août 2002, le journal *Botswana Gazette*, généralement pro-gouvernemental, déclare dans son éditorial que *'personne, à part quelques personnes dans les hautes sphères du gouvernement, ne sait et ne comprend quelles sont les principales raisons des expulsions'*.

Le magazine botswanais *The Clarion* écrit en septembre 2002 *'Il est clair par conséquent qu'en même temps de préserver la réserve de gibier grâce à la conservation de la faune sauvage, le gouvernement poursuit en parallèle son ambition de produire plus de richesses minérales dans la région'*.

Dans un article intitulé *'La production de diamants au Botswana pourrait être considérée comme un conflit lié aux diamants si le gouvernement ne cesse de harceler les Bushmen'*, le site internet minesite.com publie en juillet 2003 : *'Rien ne doit se mettre en travers du chemin de l'industrie du diamant, certainement pas des Bushmen survivant péniblement en tant que chasseurs-cueilleurs dans la CKGR. Aucune mine active ne se trouve dans la région mais l'industrie minière, dont l'actif diminue constamment, nécessite d'être relancée par de nouvelles explorations. Il est intéressant de souligner que sur les sites internet de De Beers et Debswana, il n'est aucunement fait mention des explorations au Botswana. Nous savons pourtant qu'un joint venture entre Superior Oil et Falconbrige, menée par Chris Jennings et John Gurney, a découvert le site de Gope en 1982, entre les mines de Jwaneng et Orapa, en plein centre de la réserve du Kalahari. Un peu plus tard, après que De Beers se soit intéressée de près à la question et ait pris part à des opérations sur le terrain, le site de Gope n'a plus beaucoup fait parler de lui. Cela semble correspondre à la politique de De Beers de garder secret un site jusqu'à ce qu'il juge utile de le développer. Et bien entendu, maintenant que De Beers est privatisée, la compagnie peut se permettre de donner le minimum d'informations sur ses activités'*²⁸.

Le même site internet rapportait en octobre 2003 que *'le gouvernement du Botswana [montre] un total mépris à l'égard des Bushmen du désert du Kalahari. On a longtemps pensé que l'épaisse couche de sédiments dans cette partie du pays pouvait contenir des diamants et qu'une nouvelle technologie comme celle employée par Falcon dans son étude aérienne pourrait mettre à jour... Le diamant est l'âme du Botswana et la production de Debswana cruciale pour l'avenir de De Beers. Voilà de quoi il est question'*²⁹.

²⁶ *The Midweek Sun*, 12 juillet 2000.

²⁷ 'Bushmen fight for homeland', site internet de la BBC, 25 mai 2005 : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/4480883.stm>

²⁸ Source : www.minesite.com/archives/features_archives/2003/July-2003/botswana030703.htm

²⁹ Source : www.minesite.com/archives/features_archives/2003/Oct-2003/botswana241003.htm

Le magazine américain *Mother Jones* rapportait en 2005 que *'de nombreux observateurs, parmi lesquels une coalition menée par les Bushmen et soutenue par des organisations européennes et africaines de défense des droits des peuples indigènes, estiment que les relocalisations du gouvernement étaient motivées par la présence de vastes gisements de diamants sous le sable du désert du Kalahari'*³⁰.

Au Botswana

En 2000, le directeur de l'association Hôtel & Tourisme du Botswana, Modisagape Mothogae, a déclaré que *'les Basarwa étaient expulsés de la réserve pour laisser place aux forages des gisements de diamants.'*

Le 9 octobre 2002, le mouvement des jeunes du principal parti d'opposition politique, la *Ligue Jeunesse du Front National* du Botswana a déclaré : *'La véritable raison pour laquelle les Basarwa ont été expulsés de force de leur terre ancestrale est d'ouvrir la voie à Debswana afin qu'elle puisse exploiter les mines de diamants dans la région sans même accorder de compensations aux Basarwa, les propriétaires des terres en question.'*

La Kalahari Peoples Fund, une organisation d'anthropologues spécialistes des Bushmen basée aux Etats-Unis, déclarait en 2004 : *'Notre organisation est convaincue que c'est surtout la volonté affirmée de la majorité batswana de 'civiliser' les habitants du Kalahari, combinée avec des facteurs économiques tels que l'exploitation des diamants et autres minéraux, l'élevage et le tourisme, qui a entraîné leur expulsion de la région'*³¹.

³⁰ 'Exiles of the Kalahari', *Mother Jones*, janvier-février 2005, p.32.

³¹ 'The KPF and the CKGR 2004: Historical and Current Activities Statement', août 2004

Déclarations du gouvernement

En 1997, la presse botswanaise rapportait que le gouvernement affirmait devoir protéger les gisements miniers dans la réserve (niant toutefois que quiconque soit contraint à partir.)³²

En août 2000, le ministre des Affaires minières, de l'Energie et de l'eau, Boometswe Mokgothu, a déclaré au Conseil du district de Ghanzi³³ que le projet d'ouvrir une mine de diamants à Gope³⁴ en était à un stade avancé. En février 2002, il a déclaré que les compagnies prospectaient dans la CKGR et qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'y établir des 'structures permanentes'.

En juillet 2000, selon le journal *Midweek Sun*, 'le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Boometswe Mokgothu, présenta au Conseil du district de Ghanzi le projet d'ouverture d'une mine de diamants à Gope dans le CKGR'. Le ministre confirma que 'l'expulsion des communautés basarwa [bushmen] du CKGR avait préparé le terrain à l'exploitation éventuelle d'une mine de diamants à Gope'. Le journal ajoutait qu'il 'était fort probable que l'opération serait menée à bien'. Ce même mois, le ministre admit 'qu'une mine de diamants serait ouverte dans le CKGR. Cette révélation fut faite à la radio locale Gabz FM...'³⁵.

Le même journal indiquait que 'la volonté du gouvernement de 'préserver la pureté de l'environnement' dans le CKGR pourrait être ruinée par la présence de la mine de Gope...'. Le *Midweek Sun* a établi que 'la mine prévue à l'intérieur de la Réserve comporterait une clinique, un bureau de change, des boutiques, des bureaux, des bâtiments d'hébergement, des voies de communication reliant l'ensemble, une route d'accès, une piste d'atterrissage ainsi que des zones de sécurité et de fret. Tout ceci au delà de la mine à ciel ouvert, des installations de transformation du minerai et des ateliers associés, de la décharge de rebuts de roches, du broyeur de minerai et de la rampe primaire, des usines de traitement et d'épaississement, des ateliers pour engins de déblayage, d'une route de désagrègement depuis Lephepe et d'un réservoir pour l'assèchement des puits de forage et l'eau de la mine'³⁶.

En février 2002, questionnée sur les expulsions, la ministre du gouvernement local de l'époque répondit que ce n'était pas le premier exercice de ce genre. Elle cita en exemple le cas de Jwaneng où l'on avait procédé à des expulsions '*afin de laisser la voie libre à des projets d'intérêt national*'³⁷ Elle oublia de mentionner que Jwaneng était une mine de diamants.

Le 1^{er} mars 2002, Eric Molale, secrétaire permanent auprès du ministre du gouvernement local, affirmait sous serment que '*selon les statuts en vigueur de la législation sur la nature sauvage et les parcs nationaux et ceux de la politique nationale de peuplement, le gouvernement a toujours encouragé à la relocalisation de ses citoyens, au cas où il existerait la preuve d'une incompatibilité d'usage de la terre entre les utilisateurs concurrents ou dans des cas de force majeure où les citoyens doivent laisser la voie au développement d'importance nationale*'³⁸. (En juillet 2003, M. Tshipinare demanda à ce que les habitants de Jwaneng reçoivent des compensations pour les terres qu'ils avaient dû abandonner, étant donné qu'ils 'étaient toujours pauvres en dépit des richesses générées par la mine'³⁹).

En novembre 2002, le ministre botswanais des Affaires locales, Michael Tshipinare, tout en affirmant encore qu'il n'y avait aucun projet de mine de diamants à Gope, déclarait que '*le pays se réservait le droit d'exploiter toute ressource sur des sites qu'il estimait viables.*'

En septembre 2003, les avocats du gouvernement ont admis qu'une des raisons des relocalisations était que '*les citoyens doivent laisser la voie aux développements d'importance nationale*'⁴⁰.

³² "We are not a threat", Caitlin Davies, *The Star*, Botswana, 19 août 1997.

³³ Ghanzi étant la ville la plus proche, de nombreuses communautés bushmen du CKGR sont sous sa juridiction.

³⁴ "KCS backs-tracks over support for removal of Basarwa", *Botswana Gazette*, 30 août 2000.

³⁵ *The Midweek Sun*, 19 juillet 2002.

³⁶ *Idib*.

³⁷ Extrait du site gouvernemental (www.gov.bw/cgi-bin/news.cgi?d=20020220)

³⁸ Déclaration devant la Haute Court lors de l'affaire porté par Roy Sesana et 242 autres vs le gouvernement du Botswana.

³⁹ "No compensation for lost lands, Jwaneng residents told", *Botswana Gazette*, 9 juillet 2003.

⁴⁰ "Chedule of facts sought and admissions made", Roy Sesana et 242 autres vs le gouvernement du Botswana

La réunion Survival International – De Beers

En février 2001, des représentants de Survival rencontrèrent Sheila Khama, secrétaire générale de Debswana, et Ribson Gabonowe, directeur des mines du Botswana, pour leur parler de la situation des Bushmen dans la CKGR. Durant cette réunion, le responsable des mines interrogea Survival à plusieurs reprises sur les dispositifs concernant le droit des peuples indigènes aux ressources naturelles dans d'autres pays – une manière détournée de répondre à nos questions concernant les projets d'exploitation minière sur les terres bushmen de la CKGR.

La réaction de De Beers à la campagne de Survival

De Beers n'a pas fourni de cartes récentes des concessions minières aux journalistes ou à Survival, malgré leurs demandes.

La plupart des arguments avancés par la compagnie, par exemple ceux qui consistent à nier la présence de Bushmen sur le site avant que ne commence l'exploration, à affirmer que personne ne devra être déplacé ou encore que la mine sera une source d'emplois non négligeable pour les habitants, etc., sont en contradiction totale avec les études que la compagnie a elle-même menées⁴¹.

Le président de De Beers s'est rendu sur le site de Gope en 2002 – visite dénuée de sens si l'exploitation du gisement ne les intéressait pas.

La compagnie⁴² ainsi que le gouvernement⁴³ continuent d'affirmer, à tort, qu'il n'y avait pas à l'origine de Bushmen à Gope – affirmation vaine s'ils n'avaient pas l'intention d'exploiter le site.

Monsieur Louis Nchindo, directeur général de Debswana, a publiquement approuvé la relocalisation forcée des Bushmen en déclarant : *'Le gouvernement a eu raison d'expulser les Bushmen de la réserve... C'est une action sensée de la part du gouvernement. Qui voudrait rester au Moyen-âge alors que d'autres vont de l'avant?'*⁴⁴.

Après que Survival eut passé plus de deux ans à questionner De Beers sur sa politique concernant les peuples indigènes, la compagnie finit par répondre ceci : *'L'idéologie des droits indigènes est (...) fondée sur la même théorie sociale de déconsidération qui a justifié l'apartheid.'* De Beers, par conséquent, associe la promotion des droits des peuples indigènes au déni de droits subi par les Sud-Africains d'origine africaine ou asiatique. L'un des quatre anthropologues cité par De Beers pour soutenir cette étrange idée, le Professeur Ingold, a déclaré à Survival : *'Je ne fais pas miennes les opinions que m'attribue De Beers dans sa déclaration'*. Deux jours seulement après cette stupéfiante déclaration, l'Union nationale sud-africaine des travailleurs miniers organisait une marche de protestation à Finsch, une mine sud-africaine appartenant à De Beers, contre le racisme qui y sévit.

En novembre 2002, les avocats de De Beers adressèrent une lettre de menaces au siège de Survival à Londres. Ils exigeaient notamment que nous annulions la manifestation prévue pour l'inauguration de la prestigieuse boutique de diamants que De Beers ouvrait dans la capitale. C'était la première fois en 33 ans que Survival était poursuivie par une compagnie exploitant des ressources naturelles sur des territoires indigènes. Le même jour, le haut-commissaire du Botswana à Londres écrivait une lettre agressive sur Survival à la Commission des associations caritatives.

En février 2003, le vice-président de Debswana a qualifié Survival "d'organisation terroriste" à propos du soutien qu'elle apporte aux Bushmen pour la reconnaissance de leurs droits sur leur terre ancestrale. Il a également avancé, à tort, que Survival avait falsifié des cartes du gouvernement.

⁴¹ Gope Environmental Impact Assessment, 1999, sect. 2.10 et 4.2, inter alia.

⁴² Communiqué de presse De Beers, 12 juillet 2002.

⁴³ Courrier de M. Tombale, secrétaire du ministère des minéraux, de l'énergie et de l'eau, adressé à Survival, 14 août 2002;

⁴⁴ *Mmegi Monitor*, 5-12 mars 2002.

CONCLUSION

L'expulsion des Bushmen, et leur déportation dans des camps de relocalisation, a coûté des millions de dollars. Le gouvernement n'a donné aucune raison valable pour justifier cela. Bien que le gouvernement ne cesse de répéter que le Botswana est un modèle de "bonne gouvernance" où les profits engendrés par les diamants sont partagés par tous, le pays connaît en fait une des plus grandes disparités au monde entre riches (essentiellement des membres du gouvernement, les ministres et leurs familles) et pauvres (pratiquement tous les autres)⁴⁵.

Les expulsions ont été commanditées par le gouvernement, non par De Beers (bien que certains de ses directeurs aient pu prendre part à la décision en tant que membres du gouvernement). Mais De Beers, comme le gouvernement, s'apprête à tirer d'immenses profits des mines de diamants. Il est tout aussi avantageux pour Debswana de laisser les diamants en sécurité là où ils sont, pour une future exploitation, que de les extraire maintenant.

De Beers et le gouvernement n'ignorent pas que les droits des peuples indigènes, reconnus dans de nombreux autres pays et garantis par la législation internationale, peuvent menacer les futurs bénéfices qu'ils espèrent tirer de la CKGR.

Les Bushmen sont méprisés par la société botswanaise qui a généralement une attitude raciste à leur égard. Leurs droits sont souvent considérés comme moins importants que le potentiel économique des mines de diamants.

Survival estime pour sa part que la présence de diamants, et sans doute de métaux précieux, dans la CKGR est la cause première de l'expulsion des Bushmen et que le gouvernement en a décidé ainsi pour éviter tout « problème » lorsque l'exploitation commencera.

Quoi qu'il en soit, les Bushmen n'ont paradoxalement jamais revendiqué de droits sur les richesses minières dont regorge leur territoire et il n'y a aucune raison de penser que leur exploitation ne pourra avoir lieu, à condition toutefois qu'elle soit accompagnée, comme dans bien d'autres pays, d'accords et de garanties leur permettant de retourner sur leurs terres en jouissant de droits pleinement reconnus et respectés.

⁴⁵ "Not forever : Botswana, conflict diamonds and the Bushmen", Ian Taylor et Gladys Mokhawa, African Affairs (2003).

ANNEXE I Le cas Richtersveld

Les Richtersvelders, un peuple indigène Nama apparenté aux Bushmen, ont gagné un procès historique en Afrique du Sud en octobre 2003.

Les appelants sont les communautés constituées de 4 villages situés dans le Richtersveld, vaste territoire de près d'un million d'hectares et d'environ 3500 habitants, qui tient son nom d'un missionnaire allemand, le Dr Richter. Il est situé sur la côte ouest de l'Afrique du Sud.

Bien que le peuple du Richtersveld partage leur culture khoi-nama avec les deux autres peuples indigènes vivant sous le gouvernement colonial, ils sont identifiés comme une communauté spécifique et le gouvernement colonial les a toujours considérés comme un groupe distinct. Beaucoup continuent de mener une existence nomade, se déplaçant constamment avec leur bétail vers les meilleurs pâturages et occupant des huttes nama traditionnelles.

En octobre 2003, la Cour constitutionnelle, la plus haute Cour du pays, a reconnu que les Richtersvelders avaient un droit légal de propriété sur leur terre et sur les minéraux qui s'y trouvent. Ce jugement a été rendu en dépit du fait qu'aucun titre de propriété ne leur ait jamais été attribué et que le gouvernement ait toujours présumé qu'ils n'avaient aucun droit sur la terre.

Tout comme les Bushmen gana et gwi, les Richtersvelders vivent dans une région riche en diamants et avaient été expulsés de leur terre après la découverte de gisements.

Le jugement inquiète inévitablement le Botswana et De Beers car le système juridique du Botswana est similaire au système sud-africain. Comme le rapporte le site internet minesite.com en octobre 2003 '*la décision de reconnaître que les peuples indigènes possèdent leurs propres terres en vertu de leurs propres lois orales et qu'ils puissent faire respecter ce droit malgré les autres systèmes légaux imposés par les états implique d'intéressantes portées pour le Botswana... Si la décision sud-africaine est appliquée, alors les Bushmen possèderaient leur terre ainsi que les minéraux s'y trouvant*'⁴⁶.

Il est impensable que De Beers et le Botswana n'aient pas été informés de la préparation puis de l'avancée de cette affaire, plaidée initialement en 1998, ni de ses conséquences pour eux si les droits des Richtersvelders étaient reconnus.

⁴⁶ "Outh African judgement on land rights has implications for Botswana and the Bushmen of the Kalhari"
www.minesite.com/archives/features_archives/2003/Oct-2003/notswana241003.htm

ANNEXE II Déclarations de Bushmen

Ces citations sont des extraits des centaines de témoignages qu'a recueillis Survival.

Tobee

Je pense que c'est vrai que les Bushmen ont été chassés de la GKGR à cause des diamants et que ce n'est pas une bonne chose, cela nous opprime. C'est ignorer nos droits. On doit nous ramener pour que nous puissions rester sur nos terres. Il ne devrait pas y avoir d'activités minières dans le CKGR pendant que nous sommes loin. Nous devons d'abord y retourner et là les activités minières pourront commencer. Il ne devrait pas y avoir de tourisme non plus avant que nous soyons de retour. Nous avons rencontré des personnes de De Beers et nous leur avons dit que nous étions d'accord pour des activités minières si cela nous fournissait des emplois et donc de l'argent et des meilleures conditions de vie. J'ai eu un rendez-vous avec De Beers, ils nous ont dit que les maisons du personnel et les limites du site seraient construites par des Bushmen. Ils nous ont dit que des Bushmen travailleront pour installer une route entre Gope et Orapa et des poteaux électriques.

Jumanda

C'est la vérité, les minéraux sont un des éléments qui ont aidé à l'expulsion des gens de la CKGR. Depuis longtemps, depuis les années 1980, la mine de Gope fonctionne. En 1999, j'ai rencontré quelqu'un de chez Geoflux (la compagnie chargée par Debswana d'évaluer l'impact écologique de la mine de Gope) qui faisait des recherches et qui avait promis que la mine ouvrirait en 2000. Même les conseillers municipaux de New Xade ne le savaient pas. Mais la mine n'a pas ouvert et les Bushmen ont été chassés ; je pense que c'est une des raisons pour lesquelles les Bushmen ont été expulsés de leur terre.

Seotimeng

Le gouvernement a mal agi en expulsant les gens de chez eux. Je ne connais pas la véritable raison de notre expulsion. Le gouvernement nous a juste dit que nous devons partir mais je pense que c'est à cause des diamants. Le gouvernement veut venir ici et profiter seul des diamants. Ils pensent que les diamants leur appartiennent, c'est pour ça que nous sommes chassés. Nous ne voulons pas que les diamants soient extraits ici, c'est la raison pour laquelle nous sommes chassés. Nous voulons rester ici et arrêter les recherches de diamants. Mais comme je suis une Mosarwa (bushman), ils me tueront si je parle, alors je ne dirai rien.

Gakekgolele

Nous pensons que nous avons été expulsés à cause de l'extraction des diamants. Quand nous disons que nous avons été expulsés à cause des diamants, le gouvernement dit non. Ils affirment qu'ils nous font partir à cause de la faune sauvage. Est-ce que cela veut dire qu'ils n'ont trouvé que des animaux sauvages et pas de diamants? Ils ne peuvent pas répondre à ça, alors nous pensons que c'est à cause des diamants. Le gouvernement dit que c'est pour la faune, mais cela veut-il dire que personne ne vivait là-bas? Nous pensons donc que ce n'est pas pour la faune mais pour les diamants parce que le gouvernement sait bien que des gens étaient sur ces terres depuis longtemps, tout comme l'étaient les animaux. Nous accepterions que De Beers exploite les mines tant que nous restons sur nos terres. Maintenant que nous avons été expulsés, nous, nous voulons plus que De Beers exploite nos terres.

Letsema

Les activités minières sont aussi une des raisons sur notre expulsion par le gouvernement, comme ça ils pourront bénéficier de l'argent des touristes et de la vente des diamants. Le gouvernement veut garder l'argent pour lui et ne pas le partager avec les Bushmen. C'est pour ça qu'ils essaient de nous jeter dehors. Si personne n'est censé rester dans la réserve, alors pourquoi laisser les activités minières? Il y a de la place pour les animaux sauvages et ils construisent des puits pour eux mais ils ne veulent pas que les Bushmen restent là. Ils ont rempli les puits pour les animaux mais ils ont fermé les nôtres.

Mamo

Nous savons que le gouvernement nous expulse pour une raison. Nous savons que la région est très riche en diamants et en faune. La faune est une richesse et nous savons cela. C'est pourquoi le gouvernement nous déplace, comme cela il peut profiter et se nourrir grâce à tout l'argent qu'il gagne avec notre faune et nos diamants. Nous réalisons bien cela. Nous savons que nos ancêtres veulent que nous restions ici, c'est notre terre ancestrale et nous voulons rester ici. C'est pour cette raison que nous demandons pourquoi le gouvernement ne nous laisse pas ici et pourquoi il ne laisse pas tranquille la faune et les diamants. Qu'ils les exploitent ou non, ils devraient nous laisser vivre sur notre terre ancestrale.

Mongwegi

Nous disons aux gens qui peuvent aider en faisant campagne de continuer, de s'adresser au gouvernement, de faire beaucoup de bruit et peut-être que ça changera sa politique. Les organisations comme Survival doivent continuer à faire campagne, à faire du bruit et informer le monde entier de ce qui se passe avec les Bushmen. Le gouvernement ne dit pas la vérité quand il dit que les gens sont partis volontairement... Même des membres du gouvernement nous ont dit qu'on avait été expulsés à cause des diamants. Ils disent que les gens ne devraient pas rester près des diamants. Les préfets de district et les secrétaires [l'ont dit].

Dauqoo

Les diamants et le gibier sont les raisons pour lesquelles nous avons été expulsés.

Nare

On nous demande de partir de cette région parce qu'il y a des diamants ici... Le préfet du district nous a dit de partir de la région, de cette région où sont les diamants parce que cette région n'appartient pas aux Bushmen.

Qoroxhgoo

Cette expulsion nous tourmente beaucoup. Nous pensons que nous avons été expulsés à cause des diamants.